



Un PSE plus fort pour une Europe plus progressiste Rapport d'activités du PSE 2004-2006

Adopté

En 2005, le PSE a perdu deux grandes personnalités. Le 6 août 2005, Robin Cook, président du PSE de 2001 jusqu'au dernier congrès de 2004, est décédé tragiquement lors d'une promenade dans les Highlands écossaises. Un mois plus tard, le 13 septembre 2005, Fiorella Ghilardotti, présidente du PSE Femmes de 1997 à 2004 nous a également quittés. L'engagement de Robin et de Fiorella restera dans nos mémoires au sein du PSE. Un livre de commémoration du mandat de Robin Cook en tant que président du PSE a été publié.

Introduction

Le dernier congrès du PSE, tenu à Bruxelles les 23 et 24 avril 2004, a élu Poul Nyrup Rasmussen comme nouveau président du PSE et lui a donné un mandat politique clair : donner au Parti socialiste européen une orientation plus politique, rendant le parti plus visible, plus actif et plus démocratique.

Le congrès a également élu Giuliano Amato à la vice-présidence du PSE et a confirmé le mandat des membres de la Présidence proposés par les partis membres.

Lors de la première réunion de la Présidence du PSE, Philip Cordery a été élu secrétaire général et Ruairi Quinn, membre de la Présidence pour l'Irlande, a été réélu trésorier.

Deux ans et demi après, notre parti est devenu plus politique. Le PSE a démontré à plusieurs reprises qu'il pouvait être fort et efficace et qu'il pouvait ainsi influencer la politique européenne.

La social-démocratie a remporté d'importantes victoires en Europe : Jose Luis Zapatero en Espagne, José Socrates au Portugal, Romano Prodi en Italie et Alfred Gusenbauer en Autriche ont réussi à mettre fin à des gouvernements conservateurs et ont apporté un nouvel espoir aux citoyens de leur pays respectif.



Au Royaume-Uni, en Hongrie et en Lituanie, les bons résultats de nos gouvernements ont permis à Tony Blair, Ferenc Gyurcsany et Algirdas Brazauskas d'être réélus.

Mais l'Europe passe aussi par une crise, l'Europe est en proie au doute. Les citoyens en France et aux Pays-Bas ont clairement dit NON lors des référendums sur la Constitution européenne.

Malgré leurs différences, ils ont exprimé un message très similaire. Un message d'incertitude et de préoccupation quant à l'avenir ; les citoyens sont anxieux à l'idée de perdre leur travail, face à l'insécurité croissante, à l'idée de jouir de moins de bénéfices sociaux.

Ils croient que la mondialisation en est la cause mais ils ne voient aucune réponse claire à leurs inquiétudes – il leur manque une orientation et un sentiment de sécurité en cette ère nouvelle de la mondialisation et de changement permanent. Et tant que les gouvernements nationaux en Europe ne coopéreront pas et ne coordonneront pas leurs investissements pour créer une nouvelle croissance et des emplois nouveaux, les citoyens ne percevront pas l'Union européenne comme partie intégrante de la solution.

Malheureusement, les forces de la droite dominent encore l'Europe, dans les gouvernements nationaux ainsi qu'à la Commission européenne. Les leaders conservateurs européens ne répondent pas à la crise : ils refusent de traiter les causes profondes de cette crise ; leur seule réponse sont les mesures idéologiquement libérales qui ne peuvent qu'aggraver la situation.

Cette crise doit nous amener à revoir fondamentalement la façon dont nous agissons ensemble en Europe, ce que nous accomplissons en tant que socialistes européens, et comment nous communiquons le rôle véritable de l'Europe aux citoyens. C'est ce que nous avons décidé de faire ensemble. Le Conseil du PSE s'est réuni à Vienne les 24 et 25 juin, quelques mois après les défaites aux référendums sur le traité constitutionnel, et a décidé de lancer d'importantes initiatives en ce sens, nous permettant de développer, en tant que famille politique européenne, une orientation pour l'Europe afin de permettre aux citoyens de reprendre confiance en l'Europe.

C'est pourquoi il nous faut un PSE fort et il nous faut travailler d'arrache-pied pour faire du PSE un véritable parti politique européen, capable d'influencer la politique européenne, un parti plus visible, plus efficace et qui puisse être en phase avec les citoyens et avec ses membres.

I. Faire du PSE un acteur politique sur la scène politique européenne

1. Influencer l'agenda communautaire

L'un des objectifs principaux du PSE est de devenir un acteur politique reconnu au sein de l'Union européenne et de permettre aux socialistes et aux sociaux-démocrates européens d'avoir un outil commun afin d'influencer l'agenda communautaire au même titre que leur agenda national.

Le premier défi pour le PSE après les élections législatives européennes était d'influencer, le plus en amont possible, la nouvelle Commission européenne, sa composition et son programme de travail. La campagne organisée par le PSE et son groupe parlementaire contre les commissaires désignés dont les auditions ont été insatisfaisantes et qui ont clairement fait montre de tendances non démocratiques a obligé le président de la Commission à procéder à quelques changements, notamment à remplacer M. Buttiglione, avant de proposer un nouveau collège de commissaires au Parlement européen.

Après les élections au Parlement européen et l'investiture de la Commission européenne, le PSE a transmis aux institutions européennes ses priorités sur l'agenda politique communautaire dans sa déclaration politique « Pour un développement de l'Europe 2004-2009 » de décembre 2004. Nous y avons identifié trois principes, la prospérité, l'égalité et la solidarité, d'une part comme lignes directrices pour nous guider dans la poursuite des engagements pris dans le cadre de notre manifeste, et d'autre part, comme références de ce que l'Europe doit faire pour ses citoyens durant ce mandat politique. Le président du PSE a présenté la déclaration du PSE au président de la Commission européenne.

La déclaration adoptée en décembre s'est largement inspirée du rapport sur l'agenda politique communautaire « Pour une Europe du progrès » soumis au PSE par Pascal Lamy (PS – France), qui a présidé un groupe à haut niveau sur ce thème, et du résultat de la Conférence des leaders du PSE tenue les 26 et 27 novembre à Madrid.

Plusieurs thèmes politiques discutés lors de la réunion des leaders du PSE à Madrid ont été intégrés dans le programme de travail de la Commission européenne pour cette année. C'est le cas notamment des points suivants :

- La Commission proposera la création d'une Agence des droits fondamentaux (juin 2005);
- Une meilleure approche de la restructuration industrielle et de ses effets sur l'emploi – décembre 2005;
- Un Livre vert sur les évolutions démographiques de l'UE (mars 2005) ;
- Une révision du cadre des relations UE-USA (avril 2005); et un approfondissement du partenariat économique.
- Des engagements renforcés pour la coopération au développement à travers une augmentation additionnelle de l'APD afin d'arriver à une moyenne de 0,6% en 2010.

A Stockholm, le 24 février 2005, les leaders du PSE ont adopté deux déclarations en vue du Conseil européen de printemps : une déclaration du PSE sur la proposition de la Commission pour une directive services et une déclaration sur la révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne, « *Développer l'Europe en créant plus d'emplois et de meilleure qualité* ».



Le PSE a donc été capable d'exercer une pression publique positive sur le Conseil européen, en coopération avec le groupe socialiste au PE, afin que le Conseil entende son appel pour une stratégie de Lisbonne plus équilibrée – plus centrée sur les dimensions sociales, environnementales et économiques – que la proposition formulée par la Commission européenne et en faveur d'une re-évaluation de la proposition de la Commission pour une directive sur les services. Le résultat du Conseil européen de mars démontre que les souhaits et préoccupations des leaders du PSE sur ces deux points ont été très largement entendus.

Dans le but d'arriver à une mise en œuvre progressive du manifeste du PSE élaboré pour les élections européennes de 2004 et intitulé « Devenir plus forts ensemble », ainsi que de notre déclaration des leaders sur l'agenda politique européen pour l'actuelle législature (« Pour un développement de l'Europe 2004-2009 »), le Conseil du PSE à Vienne a décidé que le PSE devait adopter des **priorités annuelles** par rapport à l'agenda européen. Ces priorités doivent ensuite être promues par tous les membres du PSE actifs dans la politique européenne, soit au niveau européen, soit au niveau national ou régional. Le Conseil du PSE a adopté une première série de priorités pour l'agenda européen 2006, parmi lesquelles :

- Une stratégie européenne pluriannuelle d'investissement et de croissance pour plus d'emplois et de meilleure qualité.
- Un effort commun des états membres et des institutions européennes afin de doubler l'objectif d'utilisation des énergies renouvelables.
- Une législation européenne de lutte contre la discrimination plus efficace et sa mise en œuvre sur le lieu de travail, en particulier, en ce qui concerne l'égalité de salaires entre hommes et femmes et l'équilibre entre vie professionnelle et familiale.
- Une législation plus efficace afin d'éradiquer la violence envers les femmes dans la société, ainsi que dans des situations de conflit et de crise, et la traite des femmes et des enfants.
- Un cadre juridique légal pour les services d'intérêt général dans l'Union européenne.
- Le renforcement des efforts communs pour la cohésion économique et sociale entre états membres, y compris par exemple le développement de réseaux transeuropéens.
- Le renforcement du modèle social européen et la défense des droits des travailleurs en renforçant la législation sociale européenne.

Un plan de mise en œuvre a été adopté afin de concrétiser ces priorités et de progresser dans chacun des domaines identifiés. La réunion des leaders du PSE en juillet 2006 a permis de poursuivre ce travail, en établissant de nouvelles priorités pour l'agenda politique européen 2007, dans la lignée des priorités 2006. Les priorités pour 2007 sont :

- L'introduction d'une politique européenne commune en matière d'énergie, dont le but doit être de promouvoir le développement durable, en particulier à travers un effort renouvelé pour une plus grande efficacité énergétique et pour promouvoir les énergies renouvelables. Il s'agit aussi d'encourager les efforts afin d'atteindre les objectifs de l'UE en matière de changements climatiques à l'horizon 2012 et au-delà.

- L'excellence et l'inclusivité dans l'éducation et la formation doivent devenir une priorité pour l'Union européenne en promouvant une coopération plus étroite avec les états membres pour une réforme progressive des systèmes d'éducation et de formation et via l'adoption d'un cadre de référence européen pour les compétences clés.
- L'évaluation des progrès accomplis par rapport aux objectifs sur la petite enfance pour 2010 et l'intensification des efforts européens afin que ces objectifs soient atteints en 2010, y compris une évaluation systématique des stratégies nationales de la petite enfance et la promotion des meilleures pratiques. Il s'agit également d'étudier la possibilité d'un soutien européen pour stimuler les investissements dans les crèches et garderies.
- Des cadres légaux adéquats pour les services d'intérêt général dans l'Union européenne, dans le respect du principe de subsidiarité.
- L'introduction d'une stratégie européenne pour la promotion de l'agenda pour le travail décent dans les politiques externes de l'Union européenne.

Le PSE a adopté un nouveau plan de mise en œuvre de ses priorités par rapport à l'agenda européen pour la période 2006-2007.

2. Le futur de l'Europe

En 2004 et 2005, le PSE s'est fortement engagé dans la campagne en faveur d'un nouveau traité constitutionnel. Un premier événement a été organisé à Rome le 28 octobre 2004 à la veille de la signature de la Constitution par les chefs d'état et de gouvernement de l'UE, avec la participation de nombreux leaders du PSE.

Le PSE a créé un réseau afin de coordonner son action dans les différents processus de ratification des états membres. Présidé par le vice-président du PSE Giuliano Amato, ce réseau réunit ceux qui se sont chargés des campagnes pour la Constitution européenne dans les partis membres et il travaille en étroite collaboration avec le groupe socialiste au Parlement européen.

Un séminaire intitulé « Comment remporter un référendum européen : coordination et échange d'expériences entre membres du PSE » a été organisé à Copenhague le 14 janvier 2005.

En février, le réseau a lancé un nouveau site web présentant ses travaux. Les membres du réseau ont un accès exclusif et sécurisé au site. Le site web peut être utilisé comme plateforme de débat mais aussi d'échange d'expériences et de stratégies entre partis devant passer par un référendum sur la Constitution européenne.

Le deuxième séminaire du réseau s'est tenu à Amsterdam le 16 mars 2005, sous l'intitulé « Arguments socialistes en faveur de la Constitution européenne ». Les membres du réseau de presque tous les pays passant par un processus référendaire ont pris part à ce séminaire.

Poul Nyrup Rasmussen et Giuliano Amato se sont rendus en Pologne pour apporter leur soutien à la campagne du SLD dans le cadre du référendum sur la constitution, à Cracovie et à Varsovie aux alentours du 1^{er} mai.

Le réseau du PSE a également appuyé la campagne du « oui » du PS France. Le 18 mai 2005, 35 leaders socialistes et sociaux-démocrates européens sont allés à Paris pour apporter leur soutien au Parti Socialiste dans sa campagne pour le 'oui' auprès de l'électorat français.

Les « non » français et néerlandais au printemps 2005 ont changé le contexte politique pour l'application de la Constitution. Un large consensus s'est dégagé auprès des leaders de partis du PSE sur le fait que tout nouveau traité pour l'Europe doit prendre comme point de départ les véritables préoccupations des citoyens.

Par conséquent, le PSE a appuyé la décision d'ouvrir une période de réflexion afin de donner voix au chapitre aux citoyens d'Europe. Le Conseil du PSE à Vienne a lancé l'initiative « Un dialogue citoyen sur le futur de l'Europe », afin de promouvoir le débat sur l'avenir de la construction européenne. Il s'agit d'écouter les préoccupations de citoyens afin de définir une direction qui bénéficierait de l'appui des citoyens dans leur ensemble.

De nombreuses réunions ont été organisées par les membres des partis du PSE dans de nombreux pays et le forum web du PSE consacré à ce dialogue a été utilisé pour échanger de nombreuses idées et opinions. Le président du PSE a participé à deux conférences européennes, l'une à Dublin le 27 janvier 2006 et l'autre à Varsovie le 6 octobre 2006.

3. Pour une nouvelle Europe sociale

Le Conseil du PSE à Vienne a décidé de lancer un important débat entre les partis membres du PSE afin de développer une vision sociale-démocrate véritablement européenne sur nos systèmes d'états-providence.

Le PSE a lancé son initiative Pour une nouvelle Europe sociale en décembre 2005 lors d'une séance d'ouverture qui a suivi une conférence ouverte au public très réussie, organisée en coopération avec la CES en octobre 2005.

L'initiative a été présidée par le président du PSE et Jacques Delors. Le PSE a nommé Allan Larsson comme conseiller spécial du PSE sur l'Europe sociale. L'initiative s'est articulée autour de trois forums de discussion, composés de représentants de chaque parti membre : le forum sur la société active, présidé par Hans Karlsson, ministre de l'emploi (Suède), avec la députée allemande Angelica Schwall-Düren comme rapporteur. Le Forum sur la société inclusive a été présidé par Stephen Timms, ministre du travail et des pensions du Royaume-Uni, suivi de James Purnell, qui l'a succédé tant comme ministre que comme président du forum. Marisol Pérez Domínguez, députée espagnole, a été nommée rapporteur pour ce forum. Enfin, le forum sur la dimension européenne a été présidé par Anna Diamantopoulou, députée au parlement grec, avec Anne Van Lancker, députée européenne du Sp.A (Belgique) comme rapporteur.

Les forums de discussion se sont réunis au cours de sept séminaires en Suède, au Royaume-Uni, en Slovénie, en Roumanie, en Allemagne, en Espagne et en Belgique, en étroite collaboration avec les partis membres du PSE. Les participants des forums ont également soumis des contributions écrites, ont discuté des textes écrits par des experts et se sont engagés dans la discussion sur la nouvelle Europe sociale, à travers des groupes de discussions par courriel spécialement conçus à cet effet et à travers l'extranet du PSE. Deux recueils d'articles ont été publiés en octobre 2005 et en septembre 2006, avec des contributions de représentants des différents partis.



Une conférence de clôture et une table-ronde avec les syndicats ont été organisées à Paris et à Bruxelles en septembre 2006.

L'initiative Pour une nouvelle Europe sociale débouchera sur un rapport global rédigé par les deux coprésidents et sur une résolution qui sera soumise pour approbation au Congrès du PSE.

4. Une nouvelle initiative pour la croissance et l'investissement

L'UE et ses états membres sont confrontés à un défi formidable : comment stimuler une nouvelle croissance et la création d'emplois dans une UE élargie. La révision du Pacte de stabilité et de croissance et la révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne ont attiré l'attention sur les instruments nécessaires pour garantir une croissance durable, plus d'emplois et de meilleure qualité et la consolidation de finances publiques durables et saines.

La stratégie de croissance et d'investissement du PSE a tout d'abord été adoptée par les ministres et porte-parole des finances du PSE et par la suite, par les leaders et premiers ministres du PSE à Londres, le 26 octobre 2005, à la veille du Conseil européen informel de Hampton Court. Elle appelle à la définition d'une approche économique équilibrée et d'une stratégie d'investissements simultanés et coordonnés. Lors du Conseil européen de printemps, la stratégie de croissance et d'investissement du PSE a permis l'introduction d'un paragraphe dans les conclusions du Conseil demandant la coordination des réformes structurelles.

5. Réseau de Lisbonne du PSE

Le réseau de Lisbonne du PSE a été créé il y a plus de trois ans dans le but de disposer d'un forum de discussion sur la stratégie de Lisbonne et sur les approches sociales-démocrates pour sa mise en œuvre. Présidé par Hans Eichel (SPD, Allemagne) qui a remplacé Robert Goebbels (LSAP, Luxembourg) en 2006, ce réseau réunit les ministres et représentants des partis membres et des gouvernements du PSE, les M. et Mme Lisbonne, des parlementaires nationaux, le Groupe du PSE, le Comité des régions, des partenaires sociaux, des ONG et des experts.

Le PSE a organisé une conférence publique à Stockholm sur la révision à mi-parcours le 24 février 2005 et les leaders ont adopté une résolution en amont du Conseil européen de printemps.

Le but et les objectifs du réseau de Lisbonne ont été réévalués à la suite de la révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne et le réseau se centrera à présent sur la promotion d'une bonne application de la stratégie. D'une part, le réseau sera une plateforme pour les partis socialistes et sociaux-démocrates au pouvoir afin qu'ils apprennent les uns des autres et partagent leurs expériences. D'autre part, en suivant l'exemple des partis socialistes et sociaux-démocrates au pouvoir, les partis d'opposition seront capables de développer des arguments pour combattre les priorités des conservateurs quant à l'application de Lisbonne.

Le réseau de Lisbonne se réunit quatre à cinq fois par an et en étroite coopération avec les présidences socialistes et sociales-démocrates du Conseil. Il s'est réuni en juillet 2006 lors d'une réunion co-organisée avec le ministre finlandais à l'emploi, à laquelle tous les ministres socialistes de l'emploi et du travail ont participé.



Le réseau de Lisbonne a adopté sa contribution en vue du sommet social tripartite de Helsinki sur la flexicurité. Le réseau de Lisbonne du PSE a commencé à présent à préparer sa contribution au Conseil européen de printemps.

6. Environnement, énergie et changements climatiques

Le PSE a établi une nouvelle coordination des ministres et porte-parole du PSE à l'environnement. Ce réseau s'est réuni une première fois avant le Conseil de l'environnement du 2 décembre 2005. Tous les participants ont applaudi l'initiative du PSE, convaincus qu'elle serait une valeur ajoutée pour leur travail. Il a été accordé que le groupe devait centrer ses travaux sur les changements climatiques. Une deuxième réunion s'est tenue le 9 mars 2006 et un document conjoint (présenté par le SAP de Suède et par le Labour du Royaume-Uni) sur une stratégie du PSE face aux changements climatiques a été discuté.

Lors de la réunion des leaders à Prague le 10 mars 2006, une vaste discussion s'est tenue sur les différents aspects de la politique énergétique et sur le prochain livre vert de la Commission à ce sujet. La décision a été prise de développer une initiative commune sur l'énergie et les changements climatiques qui se pencherait sur les éléments suivants dans une approche intégrée : sécurité d'approvisionnement, cohérence de la politique entre le volet énergétique et les changements climatiques, développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

La réunion des leaders du PSE de juin 2006 a approuvé la composition du Groupe à haut niveau du PSE sur l'énergie et les changements climatiques, présidé par le leader du SDP finnois Eero Heinäluoma et composé de ministres, porte-parole et représentants du Groupe socialiste au Parlement européen et au Groupe du PSE au Comité des régions. Il a été accordé que ce groupe soumettrait une résolution au Congrès. Le rapport du PSE sera la base d'une stratégie énergétique qui doit être adoptée lors du Sommet de printemps en mars 2007. Les leaders du PSE ont également adopté un document de discussion qui établit les paramètres du travail à mener et pose les questions principales à étudier. Le Groupe à haut niveau sur l'énergie s'est réuni à deux reprises en 2006 le 11 septembre et le 6 novembre.

7. Défis démographiques

La population en Europe devrait commencer à décroître à partir de 2025, mais le vieillissement de nos sociétés a déjà commencé. Les implications d'une telle décroissance et d'un tel vieillissement sont énormes : à l'intérieur de l'Europe, pour ce qui est de notre capacité économique et notre future qualité de vie ; face au monde extérieur, pour ce qui est de la place de l'Europe dans le monde. Les prévisions de la Commission européenne établissent que l'impact net du vieillissement des populations sera une diminution du PIB per capita de quelque 20% par rapport à ce que l'on aurait pu prévoir – si nous n'agissons pas !

Face à cet important défi, les leaders et premiers ministres du PSE ont accordé, lors de leur réunion des 26 et 27 novembre 2004, que le PSE devait définir une approche sociale-démocrate pour relever le défi démographique de l'Europe au 21^{ème} siècle.

Le PSE a créé un groupe de réflexion indépendant, présidé par la Ministre suédoise de la santé et de la prise en charge des personnes âgées, Ylva Johansson, et composé d'un petit nombre d'experts européens. Le Groupe de réflexion a présenté son rapport indépendant avec des recommandations politiques détaillées, aux leaders et premiers ministres du PSE en octobre 2006.



Ce travail a permis au PSE de jouer un rôle offensif et d'influencer le débat actuel sur la façon dont l'UE doit faire face au défi démographique commun qui se pose à nous.

8. Multiculturalisme, diversité et tolérance

Le PSE a organisé son premier séminaire sur « Les défis de l'immigration et de la diversité dans l'Europe du 21^{ème} siècle » à Amsterdam le 7 octobre 2005, en collaboration avec le PvdA. Les partis membres du PSE ont pu échanger leurs points de vue et expériences en matière d'intégration et de dialogue interculturel, d'immigration illégale et de régularisation, et quant à l'avenir de la politique d'immigration en Europe.

Le PSE a lancé une campagne sur la diversité en automne 2006. La campagne sur la diversité ne se centre pas seulement sur la diversité ethnique et religieuse mais aussi sur d'autres formes de diversité. Elle réitère l'opposition du PSE aux alliances politiques avec les extrémistes qui prêchent la haine et l'intolérance.

9. Présence renforcée sur la scène internationale

Le Parti socialiste européen s'est fortement engagé dans les thèmes internationaux. L'Europe doit jouer un rôle de premier ordre sur la scène internationale et doit par conséquent montrer son engagement vis-à-vis du reste du monde. Le PSE s'engage à faire de ce monde un endroit plus sûr de prospérité partagée, où les droits de l'homme et la dignité humaine sont au centre de notre pensée et de nos actions.

Pour renforcer la politique européenne et le rôle de l'Union comme acteur à l'échelle mondiale, le PSE a organisé de nombreux événements et initiatives durant les derniers mois. Cette approche dynamique s'est centrée sur une série de thèmes internationaux.

Le PSE a créé des réseaux de **ministres à portefeuille « international » et des porte-parole des partis membres du PSE** dans l'opposition: un réseau présidé initialement par Carin Jämtin, alors ministre de la coopération internationale (SAP, Suède) réunit les ministres du PSE au développement et les représentants des partis du PSE dans l'opposition qui travaillent sur les thèmes relatifs au développement. Heidemarie Wiecek-Zeul, ministre fédérale de la coopération économique et du développement (SPD, Allemagne), a repris le flambeau en tant que coordinatrice de ce réseau fin 2006; le réseau des ministres et porte-parole à la défense du PSE est présidé par André Flahaut, ministre de la défense (PS Belgique). Un réseau des ministres des affaires étrangères du PSE, présidé par Jean Asselborn, ministre des affaires étrangères (POSL, Luxembourg), a également vu le jour avec beaucoup de succès. Les différents réseaux se réunissent 2/3 fois par an.

La présidence du PSE a également approuvé la création d'un **groupe à haut niveau sur la Turquie** chargé d'informer le PSE des évolutions quant aux relations Turquie-UE. Le GHN du PSE, présidé par Paavo Lipponen (SDP, Finlande avec Georgios Papandreou (Pasok, Grèce) comme vice-président, a organisé une première visite à Istanbul et à Ankara les 12-13 octobre 2005, puis une deuxième les 8-10 octobre 2006 à Izmir et à Ankara. Au cours des deux visites, le GHN a rencontré une variété de personnalités politiques tant du gouvernement que de l'opposition, ainsi que des ONG et des syndicats. Une réunion du GHN s'est également tenue à Bruxelles, le 15 juin 2006, avec Olli Rehn, commissaire européen.



Un « **Groupe de travail du PSE sur les pays voisins de l'UE d'Europe centrale et orientale** » a été créé afin de faire rapport à la présidence du PSE sur les processus de transformation et de démocratisation dans quatre pays d'Europe orientale : la Biélorussie, la Moldavie, la Russie et l'Ukraine.

Peter Schieder (SPÖ, Autriche) et Tadeusz Iwinski (SDL, Pologne), coprésidents du GT sur les pays voisins d'Europe centrale et orientale, ont organisé des délégations en Ukraine les 6 et 7 novembre 2005 et le 2-3 mai 2006. Cette dernière visite leur a permis de rencontrer des représentants de l'opposition biélorusse. Enfin, une visite en Moldavie a été organisée les 17-18 juillet 2006. Une délégation de politiques russes, emmenée par le SDPR, a également été invitée à Bruxelles le 18 octobre 2006.

Le Parti socialiste européen a organisé une conférence sur « **L'UE et les Balkans : développer un agenda progressiste pour la paix et la prospérité économique et sociale** », à Sofia, les 29 et 30 mai 2006. Les leaders des partis sociaux-démocrates de l'UE et de la région se sont engagés à appuyer pleinement les demandes d'adhésion à l'UE de tous les pays des Balkans occidentaux – et à prendre des mesures concrètes pour augmenter la coopération régionale moyennant des liens plus étroits entre partis sociaux-démocrates de la région.

Le PSE maintient des contacts fréquent avec les pays de la **Méditerranée** dans le cadre de la politique européenne de voisinage. La 2^{ème} conférence du PSE sur les « Relations euro-méditerranéennes » a été organisée à Toulouse, France, les 15-16 avril 2005, à l'occasion du 10^{ème} anniversaire du Processus de Barcelone. Une délégation du PSE s'est rendue au Liban les 13 et 14 mars 2005 afin d'exprimer son soutien à l'opposition démocratique libanaise. Le président du PSE Poul Nyrup Rasmussen, le secrétaire général du PSE Philip Cordery et le coordinateur du réseau du PSE des ministres des affaires étrangères Jean Asselborn ont visité le Liban, Israël et la Palestine du 12 au 14 septembre 2006 après la crise de l'été 2006 au Proche-Orient.

Le PSE est en train de construire une plateforme de **dialogue avec les Démocrates américains** dans le cadre de notre initiative pour des « Alliances mondiales pour le 21^{ème} siècle ». Cette initiative identifie les approches progressistes communes dans des domaines prioritaires de travail. La non-prolifération d'armes nucléaires et les changements climatiques ont été les thèmes des derniers documents politiques élaborés dans le cadre de notre collaboration trans-atlantique. L'actuel projet en cours de développement se centre sur le travail décent, comme objectif mondial. Y participent George Miller, député à la Chambre des représentants américaine, Carin Jämtin et Poul Nyrup Rasmussen. Les activités depuis le dernier congrès du PSE ont été : une réunion parallèle lors de la Convention démocrate à Boston en juillet 2004, un séminaire à Washington afin d'évaluer les résultats des élections présidentielles américaines de 2004 et une table ronde sur le travail décent, organisé en collaboration avec le Center for American Progress (CAP).

Poul Nyrup Rasmussen, président du PSE, et Alexandra Dobolyi, membre de la présidence du PSE, se sont rendus en **Chine** du 3 au 8 novembre 2005, à l'invitation du Département international du Parti communiste chinois (PCC) afin de rencontrer des représentants de l'état et du PCC. La présidence du PSE a décidé d'une stratégie basée sur un dialogue critique avec la Chine. Une délégation du Département international du PCC a visité le PSE à Bruxelles le 20 mars 2006.



Le PSE a organisé un séminaire sur l'intégration régionale avec la Commission **Mercosur** de l'IS le 28 janvier 2005 à Porto Alegre, Brésil.

Le PSE travaille en étroite collaboration avec l'**Internationale socialiste**. Dans ce cadre, le président et le secrétaire général du PSE ont pris part à de nombreuses réunions du conseil de l'IS et le PSE cherche à assurer une coopération régulière entre les deux organisations.

10. Forum Progressiste Mondial

En 2004-2006, le PSE a continué de participer de façon active au Forum progressiste mondial (FPM). Le FPM est une initiative du PSE, du groupe socialiste au Parlement européen et de l'Internationale socialiste visant à créer un espace de coopération et de dialogue sur la mondialisation entre représentants politiques, ONG et syndicats progressistes.

Les 9 et 10 septembre 2005, le FPM a organisé son **événement biennuel à Milan**, dans le cadre de la Festa dell'Unita, organisée chaque année par les Democratici di Sinistra. Ont participé à l'événement les grandes personnalités du processus du Forum social mondial, des syndicats et des ONG, ainsi que des représentants de haut niveau des partis socialistes et sociaux-démocrates, avec une large représentation de nos mouvements de jeunesse.

Une réunion des leaders du FPM a été organisée à Genève le 19 et 20 janvier dernier afin de définir les prochaines étapes pour le FPM. Le 20 mars 2006, la présidence du PSE a adopté la **stratégie et le programme de travail du FPM pour 2006-2008**, dont le thème global sera le travail décent. Les projets à développer dans les années à venir incluent : le travail décent pour l'Afrique, femmes et travail décent, les populations en mouvement (travail décent et immigration), ainsi qu'un réseau stratégique à haut niveau sur le travail décent entre socialistes et sociaux-démocrates dans les institutions pertinentes au niveau national, régional et international.

Afin de formaliser leur coopération, le FPM, Solidar, la CIS et le Forum progressiste mondial de la jeunesse (IUSY, ECOSY et SEI-IFM) ont créé l'**Alliance pour le travail décent** afin de promouvoir l'agenda pour le travail décent dans les années à venir dans les forums pertinents au niveau national, régional et international.

En mars 2006, le FPM a obtenu le statut de membre du Conseil international du **Forum social mondial**. C'est là le résultat de la participation active du FPM au Forum social mondial. Au cours du 5^{ème} Forum social mondial à Porto Alegre (26-31 janvier 2005), le FPM a organisé une conférence sur la dimension sociale de la mondialisation, avec Solidar, la CISL, la CMT et Social Alert. Lors du 6^{ème} FSM à Bamako, au Mali du 19 au 23 janvier 2006, le FPM a co-organisé une table ronde sur les différents aspects de l'agenda sur le travail décent et sa mise en place en Afrique avec les mêmes partenaires. Harlem Désir, vice-président du FPM, a participé au Forum social européen à Londres en 2004 et à Athènes en 2005.

Dans le cadre de son projet **Travail décent pour l'Afrique**, le FPM a organisé une table ronde sur le travail décent et sa pertinence par rapport à l'agenda pour le développement de l'Afrique à Bruxelles le 9 novembre.

A l'occasion de la 6^{ème} **conférence ministérielle de l'OMC** à Hong Kong, du 13 à 18 décembre 2005, le FPM et ses partenaires ont organisé deux réunions publiques sur le thème « Travail décent – vie décente ».



Le FPM a lancé une **campagne contre le SIDA** avec un séminaire le 14 octobre 2004 à Londres durant le 3^{ème} Forum social européen et un événement de sensibilisation au Parlement européen durant la Journée mondiale sur le SIDA, le 1^{er} décembre 2005.

Le FPM dispose d'un site web, www.globalprogressiveforum.org, et a fait paraître une publication *"Making World Trade a Successful Tool for Development"*.



II. Un PSE plus actif, plus visible et plus efficace

1. Réformer le PSE

Le processus de modernisation du PSE découle des exigences de nos partis membres. Ces derniers cherchent à conquérir un nouvel espace politique et à gagner une plus grande influence politique en Europe : un espace politique où ils peuvent représenter leurs circonscriptions et entrer en contact avec les citoyens ordinaires, et une influence politique afin d'atteindre nos objectifs sociaux-démocrates. Pour arriver à une vision moderne de la social-démocratie, il faut une action dans chacune de nos nations, mais aussi en Europe, si nous voulons atteindre nos objectifs. Notre action en Europe est nécessairement une action collective. C'est pourquoi le PSE doit adapter ses structures, ses instruments et ses pratiques en vue de cet objectif.

La Présidence du PSE du 8 juillet 2004 a lancé un processus de consultation des partis membres du PSE et du groupe socialiste au PE afin d'enclencher une réforme globale du Parti socialiste européen.

La première étape de la consultation a commencé en juillet 2004, par une décision de la présidence de créer trois groupes de travail chargés d'examiner la façon de construire un PSE plus fort comme acteur politique au niveau européen et comme partenaire de poids pour ses partis membres nationaux et pour son groupe parlementaire au Parlement européen. Les groupes de travail ont été composés de personnalités diverses provenant de nos partis membres et du groupe socialiste au PE, le but étant d'arriver à une représentation d'opinions aussi large et variée que possible.

Le Groupe de travail A, sur les relations du PSE avec les institutions européennes, a analysé la façon dont le PSE pouvait au mieux formuler des objectifs sociaux-démocrates communs et influencer l'agenda européen dans la poursuite de ces objectifs. Le Groupe de travail B, sur les relations PSE-Groupe socialiste au PE, a analysé la façon dont le PSE et le groupe socialiste au PE pouvaient au mieux influencer l'agenda politique européen dans un effort commun pour atteindre les objectifs sociaux-démocrates conjointement définis. Le Groupe de travail C, sur les relations entre le PSE et ses partis membres, a analysé la structure du parti, son processus de prise de décision et les façons de rapprocher le PSE de ses membres.

La deuxième phase de la consultation a été de présenter les recommandations des trois groupes de travail dans un premier rapport à la présidence du PSE le 21 octobre 2004. Le Comité de coordination du PSE et la Présidence du PSE ont tenu des discussions approfondies durant plusieurs réunions et ont élaboré une résolution pour le Conseil de Vienne en 2005.

La résolution présentée au Conseil du PSE à Vienne présente les propositions pour un PSE renforcé dans quatre domaines :

- Un PSE plus visible et plus influent
- Un PSE plus démocratique et efficace
- Un PSE axé sur la participation de ses membres
- Un PSE ouvert à ses partenaires.

Le Conseil a également créé une Commission statutaire, présidée par Ruairi Quinn, afin qu'elle formule de nouveaux statuts pour le 7^{ème} congrès du PSE en 2006.



2. Des réunions du PSE plus ciblées, plus efficaces et plus fructueuses

Depuis le dernier congrès, le PSE a organisé **8 réunions de leaders**.

- Le 17 juin 2004, à Bruxelles, les leaders ont évalué les résultats des élections européennes et ont discuté de la stratégie du PSE à l'égard des institutions européennes.
- Les 26 et 27 novembre 2004, les leaders du PSE et la plupart des premiers ministres en exercice se sont réunis à Madrid, à l'invitation du premier ministre José Luis Rodriguez Zapatero, pour discuter de l'agenda politique communautaire 2005-2009.
- A Bruxelles, le 16 décembre 2004, les leaders du PSE ont adopté une déclaration « Pour un développement de l'Europe : 2005-2009 ».
- A Stockholm, le 24 février 2005, lors d'une réunion organisée par le premier ministre suédois Göran Persson, les leaders ont adopté deux déclarations à la veille du Conseil européen de printemps : « *Déclaration du PSE sur la proposition de la Commission pour une directive services* » et une déclaration du PSE sur la révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne, « *Développer l'Europe en créant plus d'emplois et de meilleure qualité* ».
- A Vienne, le 24 juin 2005, les leaders se sont réunis à l'occasion du Conseil du PSE pour discuter de la situation en Europe après les résultats négatifs des référendums en France et aux Pays-Bas. Ils ont décidé de lancer 3 nouvelles initiatives pour le PSE, y compris un débat Pour une nouvelle Europe sociale.
- A Londres, le 26 octobre 2005, lors d'une réunion à l'invitation de Tony Blair au 10 Downing street, à la veille du Conseil européen informel de Hampton Court, les leaders ont adopté une nouvelle *stratégie de croissance et d'investissement du PSE*.
- A Prague, le 10 mars 2006, les leaders se sont réunis à l'invitation de Jiri Paroubek, et ils ont lancé une nouvelle initiative sur l'énergie et les changements climatiques.
- A Bruxelles, le 15 juin, les leaders du PSE ont adopté les priorités du PSE pour 2007 et ont discuté de l'avenir de l'Europe.

Le **Conseil du PSE** s'est réuni le 24 et 25 juin à Vienne. Le Conseil a adopté les priorités du PSE sur l'agenda européen 2006 et une résolution sur la réforme du PSE, avec 15 propositions pour un PSE plus fort. Le Conseil a débattu en profondeur de la crise en Europe à la suite des référendums en France et aux Pays-Bas. Il a été accordé de lancer une initiative du PSE « Pour une nouvelle Europe sociale » et « Un dialogue citoyen sur le futur de l'Europe ».

La présidence et le comité de coordination se sont réunis en tout à 15 et à 12 reprises respectivement depuis le dernier Congrès. La présidence définit la ligne politique du PSE, donnant l'orientation des politiques du PSE et décidant des activités politiques. Le comité de coordination rassemble les secrétaires internationaux et le personnel du PSE afin de discuter de la planification et du financement des activités du PSE.



Réunions ministérielles : Le PSE a relancé les réunions pré-Conseil dans les domaines suivants : affaires étrangères, développement, ECOFIN, défense, emploi et affaires sociales, environnement, justice et affaires intérieures et éducation. Ces réunions permettent une meilleure coopération entre ministres des partis membres du PSE et les porte-parole des partis membres dans l'opposition, qui participent à au moins une réunion par an avec les ministres.

3. Affiliations au PSE

Le 19 mai 2005, la présidence a décidé d'accorder le statut de membre à part entière au Parti socialiste de Bulgarie et au Parti social-démocrate de Roumanie. La décision a été prise juste après la signature du traité d'adhésion afin de monter l'engagement clair du PSE envers cet important processus d'élargissement.

Une autre décision importante a été prise par la présidence le 12 octobre 2006, lorsqu'elle a décidé de suspendre le statut provisoire de membre qu'elle avait accordé au parti SMER de Slovaquie. Après avoir remporté les élections législatives en Slovaquie, le SMER a formé une coalition avec le parti d'extrême-droite SNS. Ce geste a été considéré comme inacceptable par la présidence et comme allant à l'encontre des principes de la déclaration « Pour une Europe moderne, pluraliste et tolérante », adoptée par le Congrès du PSE à Berlin en 2001, qui stipule que « tous les partis du PSE adhèrent aux principes suivants (...) s'abstenir de toute forme d'alliance politique ou de coopération à n'importe quel niveau avec tout parti politique qui incite ou tente d'attiser les préjugés raciaux ou ethniques et les haines raciales. ». La situation sera réexaminée par la présidence en juin 2007.

4. Coopération forte et renouvelée avec le groupe socialiste au Parlement européen

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle législation qui donne au Parti socialiste européen une indépendance par rapport à son groupe parlementaire, il s'est avéré nécessaire de poser les fondements d'une coopération renouvelée entre ces deux acteurs-clés de la social-démocratie européenne. Martin Schulz et Poul Nyrup Rasmussen, présidents respectifs du groupe et du parti, ont développé des liens personnels de coopération très forts, qui ont débouché sur un programme organisé et structuré de collaboration.

Le PSE et le Groupe du PSE ont montré que s'ils combinent leurs ambitions, ils peuvent avoir un impact plus grand sur la politique européenne et le processus de prise de décision. Les débats sur la révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne et sur la proposition de directive services en sont des exemples illustratifs.

La présidence du PSE et le Bureau du groupe socialiste au PE se réunissent à présent deux fois par an afin de définir les priorités et les stratégies communes et pour discuter de leur mise en œuvre. La 1^{ère} réunion s'est déroulée le 17 février à Bruxelles. La réunion conjointe de cette année en février 2006 permis d'adopter un document commun sur la coopération politique entre le PSE et le Groupe socialiste au PE. Ce document a été proposé par les deux présidents respectifs et établit la méthodologie et les priorités pour la coopération.

Les activités du groupe socialiste au Parlement européen sont décrites dans le rapport du groupe au Congrès du PSE.

5. PSE Femmes

Le PSE Femmes rassemble les femmes députées, eurodéputées ou simples militantes des partis membres du PSE.

Zita Gurmai, eurodéputée, a été élue présidente du PSE Femmes le 21 octobre 2004. Sous la direction de Zita, le PSE Femmes est entré dans une nouvelle phase de coopération plus étroite entre ses membres, avec un rôle accru au sein d'un PSE renforcé et avec une dimension externe consolidée dans son travail, en contribuant au processus politique européen et en organisant des campagnes.

Lors de sa réunion de novembre 2004, le PSE Femmes a introduit de nouveaux éléments et de nombreux changements par rapport à ses méthodes de travail et à ses objectifs. L'une des grandes nouveautés est l'organisation d'une conférence annuelle sur un thème spécifique.

Outre la conférence annuelle, le PSE Femmes se réunit trois fois par an pour discuter de thèmes spécifiques dans un débat ouvert à un public plus large que les membres du PSE Femmes, avec la participation d'ONG, de syndicats et des médias.

Le PSE Femmes a lancé une importante pétition signée par plus de 22000 personnes et appelant à une action européenne pour empêcher la traite des femmes à des fins de prostitution durant la Coupe du monde en Allemagne.

Plus d'informations sur les activités du PSE Femmes sont disponibles dans le rapport d'activités du PSE Femmes.

6. ECOSY

Le PSE continue d'appuyer activement ECOSY, son organisation de jeunesse. Plus d'informations sur les activités du PSE Femmes sont disponibles dans le rapport d'activités d'ECOSY.

7. Groupe du PSE au Comité des régions

Le PSE a approfondi ses relations avec le Groupe du PSE au Comité des régions. Les activités du Groupe au CdR sont décrites dans son rapport au Congrès du PSE.

8. Militants du PSE

L'initiative des « Militants du PSE » a été lancée lors de la Journée de l'Europe, le 9 mai 2006, et permet aux membres individuels des partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes d'Europe de participer à notre famille politique européenne. Il s'agit d'un nouveau niveau de militantisme pour tous les membres de nos partis.

Il s'agit d'une véritable valeur ajoutée à l'affiliation au parti national pour tous les membres intéressés par la politique européenne. Cette initiative des « militants du PSE » est promue activement par de nombreux partis membres. Plus de 5.000 personnes sont devenues militants du PSE depuis mai 2006.



Une brochure a été publiée, présentant l'initiative des militants du PSE. L'initiative est avant tout basée sur Internet et permet aux militants de la base de nos partis de participer à des discussions avec d'autres socialistes et sociaux-démocrates européens sur une variété de sujets, apporter leurs contributions sur les discussions politiques du PSE, établir des liens politiques avec les individus et les sections locales d'autres partis membres du PSE, recevoir des informations sur que les socialistes et sociaux-démocrates européens sont en train de faire.

Des rencontres « physiques » sont également organisées pour les militants du PSE. Dans de nombreux pays, les militants du PSE organisent des réunions locales et parfois, ils créent des clubs locaux. C'est particulièrement vrai pour les expatriés.

Pour la première fois dans l'histoire du PSE, le Congrès de Porto est ouvert aux militants du PSE qui pourront participer en tant qu'invités.

9. Fondation politique européenne

Comme accordé lors du Congrès d'avril 2004, le PSE travaille à la création d'une fondation qui sera un forum européen de débat entre les citoyens, les cellules de réflexion et les intellectuels de gauche et garantira la formation et l'éducation pour les jeunes leaders européens potentiels.

La présidence du PSE a accordé que la fondation permettrait de lancer une réflexion à long terme et de procéder à une analyse approfondie sur les thèmes politiques fondamentaux européens au service des structures socialistes et sociales-démocrates européennes – comme le PSE, le groupe socialiste au PE et les partis membres du PSE – et des gouvernements nationaux de notre famille. Elle permettrait de promouvoir les idées sociales-démocrates nouvelles et déjà existantes et des propositions politiques sur la scène politique et intellectuelle européenne. Elle serait également un forum de débat, bien nécessaire, entre les intellectuels et les cellules de réflexion nationales liées aux partis membres du PSE.

Deux références ont été faites récemment aux fondations politiques européennes. Tout d'abord, la Commission déclare dans son livre blanc sur la communication que « *les partis politiques pouvaient faire participer leurs membres davantage dans les débats sur les thèmes politiques européens et contribuer au débat moyennant les cellules de réflexion transnationales européennes* ». Deuxièmement, le rapport du Parlement européen (écrit par Jo Leinen) sur les partis politiques européens dans le cadre de l'actuelle période de réflexion sur le futur de l'UE, ouvre une interrogation : « *comment les fondations politiques européennes peuvent-elles être appuyées, afin de contribuer au travail des partis politiques européens d'information et d'éducation politique ? Le Parlement appelle la Commission à soumettre des propositions en ce sens* ».

Actuellement, le PSE est en train de travailler sur deux fronts pour l'établissement de fondations politiques européennes. Tout d'abord, un projet pilote est prévu dans le budget 2007 de l'Union européenne. Deuxièmement, sur le moyen et le long terme, la possibilité de créer une nouvelle base juridique pour les fondations politiques européennes est en train d'être examinée.

Le PSE est un membre actif du comité de pilotage du Forum européen pour la démocratie et la solidarité. Le président du PSE a également rencontré des représentants de fondations liées aux partis membres du PSE afin de discuter de la proposition sur les fondations européennes.



En ce sens, le PSE a décidé d'appuyer l'initiative « Social Europe, the journal of the European left ». Lancée par Detlev Albers (SPD – Allemagne), ce eZine sera un forum de débat de la gauche européenne sous la férule du PSE. **Représentation du PSE**

Le président du PSE Poul Nyrup Rasmussen, le secrétaire général du PSE Philip Cordery, la présidente du PSE Femmes Zita Gurmai et d'autres membres de la présidence ont représenté le Parti socialiste européen dans de nombreux événements.

Ils ont pris la parole lors de nombreux congrès de partis membres, ont participé à de nombreuses réunions avec les leaders de partis, avec d'autres représentants de partis et avec des militants du PSE de différents partis membres. Ils ont également participé à de nombreux séminaires et conférences au niveau européen, national et régional.

10. Une nouvelle stratégie de communication

La présidence du PSE a adopté une **stratégie de communication du PSE** lors du second semestre de 2005, établissant un objectif de communications pour le PSE, avec des groupes cibles et des propositions d'actions sur le site web, en matière de campagnes, envers les médias et en ce qui concerne les publications du PSE.

Le PSE a adopté lors du Conseil de Vienne en 2005 une **nouvelle identité visuelle moderne**, qui intègre le logo existant.

Le nouveau **site web** du PSE a été lancé en juin 2005. En un an, le nombre de visiteurs a augmenté de 810% et il continue d'augmenter de façon constante : plus de 50.000 personnes ont surfé sur notre site en septembre 2006. Le site est en constante évolution, avec une newsletter mensuelle envoyée à 25000 adresses internet y compris tous les députés européens et nationaux des partis membres du PSE, avec les dernières nouvelles et les derniers événements, un extranet pour les membres du Comité de Coordination et de la présidence, un calendrier remis à jour, des pages pour les militants du PSE, des chats, des blogs, des interviews, des e-campagnes, des forums de discussions. Vu nos ressources limitées, nous ne pouvons offrir ces services pour l'instant qu'en deux langues.

En mars 2006, le PSE a lancé sa première **campagne** depuis sa création – une pétition en ligne contre la traite des femmes en rapport avec la Coupe du monde. Cette campagne a bénéficié de l'appui enthousiaste de plusieurs partis membres et a été perçue comme une excellente innovation. Une campagne sur la diversité a été lancée en octobre 2006.

Le PSE, avec les autres grands partis politiques européens, est devenu 'membre' du portail indépendant sur les affaires européennes Euractiv – ce qui a débouché sur une page spéciale consacrée aux partis politiques européens et sur une augmentation des liens entre les sites web d'Euractiv et du PSE.

Les réunions des leaders du PSE et les autres activités, en particulier en dehors de Bruxelles, ont suscité un grand **intérêt des médias**, qui depuis lors **couvrent** ces événements. Le PSE est mieux connu à présent des correspondants européens basés à Bruxelles et les déclarations du président et les activités de presse sont toujours couvertes par les médias. Nous recevons de plus en plus de demandes d'interviews ou autres, et le président écrit régulièrement des articles d'opinion qui sont publiés dans de grands quotidiens et qui sont souvent cosignés par des représentants de haut vol des partis membres du PSE.



Ainsi, des articles sont parus dans Le Monde, le Handelsblatt, Il Sole 24 Ore, le Diario Economico, le Svenska Dagbaldet, le Sydsvenskan, De Tijd, Ehnos Tis Kiriakis, Nepszava, European Voice, parmi d'autres. Des interviews ont également été publiées dans Die Zeit, Le Soir, El Periodico, L'Unita et Eventimentul Zilei, pour n'en citer que quelques-uns.

Les événements du PSE tels que la délégation à Ankara et à Istanbul du Groupe à haut niveau sur la Turquie, la Conférence des Balkans, le séminaire du PSE Pour une nouvelle Europe sociale en Roumanie et la récente visite au Proche Orient ont tous été couverts de façon détaillée par les médias nationaux et régionaux.

Depuis octobre 2005, le PSE a publié des **brochures** sur le thème 'Pour une nouvelle Europe sociale' (2 séries de contributions des partis membres), 'Pour une nouvelle stratégie de croissance et d'investissement', 'Répondre aux défis démographiques de l'Europe au 21^{ème} siècle' et des dépliants présentant le PSE et le PSE Femmes. Un livre d'hommage à Robin Cook en sa qualité de président du PSE a été publiée en 2006. Ces publications ont déjà été distribuées à un vaste nombre de partenaires et certaines ont été traduites en plusieurs langues.

Le PSE a également augmenté considérablement ses contacts et sa collaboration avec les **responsables de la communication des partis membres du PSE**. Des réunions sont régulièrement organisées par le PSE afin que ces responsables puissent procéder à un échange d'information sur les campagnes et sur les évolutions en matière de communication. Les responsables presse des partis membres reçoivent régulièrement les communiqués de presse du PSE, la newsletter du PSE et d'autres informations.

11. Une nouvelle structure juridique et administrative pour le PSE

Suite à l'entrée en vigueur le 20 juillet 2004 du **nouveau statut** des partis politiques européens, le PSE a dû procéder à de nombreux changements juridiques et administratifs.

L'Association sans but lucratif « PES asbl » a ainsi été créée le 22 juin 2004. Le PSE se voit ainsi **conférer une personnalité juridique** qui lui permet d'être officiellement reconnu par le Parlement européen comme Parti politique européen et de recevoir une subvention de ce dernier. Les partis européens deviennent ainsi complètement autonomes vis-à-vis de leur groupe parlementaire au Parlement européen. Le Congrès du PSE de Porto le 7 et 8 décembre doit adopter les nouveaux statuts faisant du PSE une association internationale sans but lucratif (aisbl).

En 2006, le Parlement européen a adopté un rapport de Jo Leinen (député européen, SPD Allemagne), proposant une révision du statut des partis politiques européens.

Ce statut a eu comme conséquence la nécessité pour le PSE de renouveler entièrement son personnel et de quitter les locaux du Parlement européen.

Une nouvelle **équipe** a été recrutée. Outre le secrétaire général, le personnel du PSE se compose de 6 conseillers politiques, d'un responsable presse, d'une responsable communications, d'une responsable organisation, d'une assistante administrative et de cinq secrétaires. Durant la période de transition, une petite équipe a travaillé pendant des mois en nombre réduit et dans des conditions difficiles.



Depuis 2006, le PSE engage également des stagiaires de façon régulière. Nous tenons à remercier tout le personnel du PSE pour son engagement et ses efforts. Sans cette équipe, ce programme de travail ne serait jamais devenu une réalité.

Sur la question des **locaux**, le PSE a quitté les locaux du Parlement européen le 1^{er} juillet 2004. Il a été hébergé pendant 8 mois dans les locaux du Parti Socialiste belge, que nous remercions pour son accueil. Depuis, le Secrétariat a emménagé dans des locaux loués à proximité du Parlement européen, dans la Rue du Trône, 98. Le projet de réunir toute la famille socialiste européenne et internationale dans un siège commun, la maison Ana Lindh, devrait se concrétiser dans les années à venir.

Tous les documents du site du PSE sont sur :

www.pes.org



ACTIVITES DU PSE 2004	
AVRIL	
23-24	Congrès du PSE, Bruxelles
JUIN	
4	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
15	Présidence du PSE, Bruxelles
17	Leaders du PSE, Bruxelles
JULY	
8	Présidence du PSE, Bruxelles
27	Réunion avec les Démocrates américains, Boston
SEPTEMBER	
8	GT B sur la réforme du PSE, Bruxelles
14	GT A sur la réforme du PSE, Strasbourg
22	GT C sur la réforme du PSE, Bruxelles
23	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
24	Réseau de Lisbonne, Bruxelles
OCTOBER	
11	Réunion ministérielle du PSE Affaires étrangères, Luxembourg
14	Séminaire FPM sur le SIDA, Londres
19	Commission permanente des Femmes du PSE, Bruxelles
21	Présidence du PSE, Bruxelles
28	Réunion publique sur la constitution, Rome
NOVEMBER	
2	Réunion ministérielle du PSE Affaires étrangères, Bruxelles
12	GHN sur l'agenda européen 2005-2009, Bruxelles
22	Séminaire FPM/DS avec leaders du FSM, Milan
23	Réunion ministérielle du PSE Développement et coopération, Bruxelles
26-27	Leaders du PSE, Madrid
30	PES Femmes, Bruxelles
DECEMBER	
30/11 & 1/12	GT Dialogue transatlantique, Washington
2	Séminaire euro-méditerranéen, Bruxelles
3	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
7	Réseau de Lisbonne, Bruxelles
9	Présidence du PSE, Bruxelles
16	Leaders du PSE, Bruxelles



ACTIVITES DU PSE 2005	
JANVIER	
14	Réseau sur la ratification de la Constitution européenne, Copenhague
20	Débat parti politique européen (PPE, Wilfried Maertens, PSE, Poul Nyrup Rasmussen), Bruxelles
28	Séminaire avec Commission Mercosur de l'IS, Porto Alegre
28-31	Séminaire du FPM, 5 ^{ème} FSM, Porto Alegre
FEVRIER	
10	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
17	Réunion ministérielle PSE ECOFIN, Bruxelles
17	Présidence du PSE, Bruxelles
17	Réunion conjointe Présidence du PSE/Bureau du Groupe socialiste au PE, Bruxelles
17	Réseau de Lisbonne, Bruxelles
24	Conférence publique sur la stratégie de Lisbonne, Stockholm
24	Leaders du PSE, Stockholm
MARS	
13-14	Délégation au Liban
16	Réseau ratification Constitution européenne, Amsterdam
18	Conférence annuelle PSE Femmes, Bruxelles
AVRIL	
15-17	Conférence euro-méditerranéenne, Toulouse
21	GT sur les défis démographiques, Bruxelles
28	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
MAI	
1	Réseau ratification Constitution européenne, Varsovie
9	GT sur les défis démographiques, Stockholm
18	Réunion publique sur la Constitution, Paris
19	Présidence du PSE, Paris
23	Réunion ministérielle du PSE Défense, Bruxelles.
23	Réunion ministérielle PSE Développement et coopération, Bruxelles
27	PSE Femmes, Bruxelles
JUIN	
23	Présidence du PSE, Vienne
24	Leaders du PSE, Vienne
24-25	Conseil du PSE, Vienne
SEPTEMBRE	
2	GT sur les défis démographiques, Bruxelles
7	Réunion des sherpas du PSE, Londres
9-10	Conférence du FPM, Milan
15	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
22	Réunion conjointe Présidence du PSE/Bureau du Groupe socialiste au PE, Bruxelles
22	Présidence du PSE, Bruxelles
OCTOBRE	
7	<i>Séminaire sur « Les défis de l'immigration et de la diversité en Europe au 21^{ème} siècle », Amsterdam</i>
11	Réunion ministérielle du PSE ECOFIN, Luxembourg
11	Conférence publique avec la CES 'Pour une nouvelle Europe sociale', Bruxelles
12-13	GHN sur la Turquie, délégation en Turquie



13	Réseau de Lisbonne, Bruxelles
21	GT communications, Bruxelles
25	Réunion ministérielle du PSE développement et coopération, Leeds
26	Leaders du PSE, Londres
NOVEMBRE	
3-8	Délégation en Chine
6-7	GT voisins Europe centrale et orientale, Ukraine
7	PSE Femmes
21	Réunion ministérielle du PSE Développement et coopération, Bruxelles
21	Réunion ministérielle du PSE Défense, Bruxelles
24	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
DECEMBRE	
01	Commission statutaire, Bruxelles
01	Présidence du PSE, Bruxelles
01	Réseau de Lisbonne, Bruxelles
02	Réunion ministérielle du PSE Environnement, Bruxelles
02	Séminaire 'Pour une nouvelle Europe sociale', Bruxelles
08	Réunion ministérielle PSE Emploi et affaires sociales, Bruxelles
11	Réunion ministérielle PSE Affaires étrangères, Bruxelles
16	Séminaire FPM à la conférence ministérielle de l'OMC, Hong Kong



ACTIVITES DU PSE 2006	
JANVIER	
19-20	Séminaire leaders du FPM, Genève
20-23	Séminaire FPM lors du 6 ^{ème} FSM, Bamako
25	Réseau de Lisbonne, Bruxelles
27	Conférence publique sur le futur de l'Europe, Dublin
FEVRIER	
02	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
03	Séminaire Nouvelle Europe sociale/Active Society Forum, Stockholm
09	Réunion conjointe Présidence du PSE/Bureau du Groupe socialiste au PE, Bruxelles
09	Présidence du PSE, Bruxelles
14	Réunion ministérielle PSE ECOFIN, Luxembourg
17	Séminaire Nouvelle Europe sociale/Inclusive Society Forum, Londres
23	PSE Femmes, Bruxelles
26	Réunion ministérielle PSE Affaires étrangères, Bruxelles
MARS	
1	Lancement de la campagne « Célébrons la Coupe du monde, luttons contre l'esclavage sexuel », Bruxelles
03	Séminaire Nouvelle Europe sociale/Forum dimension européenne, Ljubljana
10	Leaders du PSE, Prague
23	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
20	Séminaire PSE & Chine, Bruxelles
29	Commission statutaire, Bruxelles
30	Présidence du PSE, Bruxelles
AVRIL	
11	Réunion ministérielle PSE Développement et coopération, Luxembourg
27	Réunion ministérielle PSE Home & Justice, Luxembourg
28	GT communication, Bruxelles
MAI	
02	Séminaire Nouvelle Europe sociale, Bucarest
02-03	GT voisins Europe centrale et orientale sur la Biélorussie, Ukraine
09	Lancement des militants du PSE, Bruxelles
14	Réunion ministérielle PSE Affaires étrangères, Bruxelles
15	Réunion ministérielle PSE Défense, Bruxelles
19	Séminaire Nouvelle Europe sociale/Forum société active, Berlin
24	Conférence annuelle PSE Femmes, Copenhague
29-30	Conférence sur les Balkans, Sofia
JUIN	
1	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
1	Réunion ministérielle PSE Emploi et affaires sociales, Bruxelles
7	Commission statutaire, Bruxelles
7	Présidence du PSE, Bruxelles
15	Leaders du PSE, Bruxelles
15	GHN sur la Turquie, Bruxelles
23	Séminaire Nouvelle Europe sociale/Forum société inclusive, Madrid
28	Séminaire Nouvelle Europe sociale/Forum dimension européenne, Bruxelles



JUILLET	
6	Réseau de Lisbonne, Bruxelles
17-18	GT voisins Europe centrale et orientale, Moldavie
SEPTEMBRE	
11	GHN sur l'énergie, Bruxelles
12-14	Délégation au Proche Orient
21	Séminaire de clôture « Pour une nouvelle Europe sociale », Paris
21	Réunion des militants du PSE « Pour une nouvelle Europe sociale », Paris
22	Séminaire bilatéral avec la CES, Bruxelles
OCTOBRE	
5	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
6	Conférence publique sur le futur de l'Europe, Varsovie
7	Réunion ministérielle PSE égalité, Helsinki
7	PSE Femmes, Helsinki
8-10	GHN sur la Turquie, délégation en Turquie
12	Présidence du PSE, Bruxelles
15	Réunion ministérielle PSE Défense, Luxembourg
16	Réunion ministérielle du PSE Développement et coopération, Bruxelles
NOVEMBRE	
6	GHN sur l'énergie, Bruxelles
9	Séminaire FPM sur le travail décent en Afrique, Bruxelles
12	Réunion ministérielle PSE Défense, Bruxelles
16	Comité de coordination du PSE, Bruxelles
22	Présidence du PSE, Bruxelles
30	Réseau de Lisbonne, Bruxelles
DECEMBRE	
04	Réunion ministérielle PSE Education, Helsinki
07	Présidence du PSE, Porto
08	Leaders du PSE, Porto
07-08	Congrès du PSE, Porto

